Ordre des optométristes du Québec

Rapport financier

31 mars 2025

Rapport de l'auditeur indépendant	1 - 3
Résultats	4
Évolution de l'actif net	5
Bilan	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8 - 12
Renseignements complémentaires	
Annexe A - Admission	13
Annexe B - Inspection professionnelle	13
Annexe C - Syndic	13
Annexe D - Comité de révision	14
Annexe E - Conseil de discipline	14
Annexe F - Exercice illégal	14
Annexe G - Communications	14
Annexe H - Normes professionnelles et soutien à l'exercice	15
Annexe I - Gouvernance et reddition de comptes	15
Annexe J - Frais d'administration	16

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de
l'Ordre des optométristes du Québec,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'**Ordre des optométristes du Québec** (l'« Ordre »), qui comprennent le bilan au 31 mars 2025, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Ordre au 31 mars 2025, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Ordre conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

Les états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2024 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 27 mai 2024.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Ordre à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Ordre ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Ordre.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Ordre;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Ordre à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Ordre à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

Société de comptables professionnels agréés, S.E.N.C.R.L.

Montréal (Québec)

Le

¹ Par CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A136554

Ordre des optométristes du Québec

Résultats

Exercice clos le 31 mars 2025

4

	Budget (note 4)	2025	2024
Produits			
Cotisations annuelles	2 056 868 \$	2 007 262 \$	1 821 821 \$
Admission	19 500	30 000	29 500
Inspection professionnelle	10 000	5 550	19 000
Formation continue	6 550	4 252	6 230
Discipline	25 000	218 603	50 192
Exercice en société	16 000	20 800	14 045
Revenus de placements	49 000	64 929	87 161
Autres revenus	200	480	304
	<u>2 183 118</u>	<u>2 351 876</u>	<u>2 028 253</u>
Charges			
Admission (annexe A)	120 844	75 624	110 226
Inspection professionnelle (annexe B)	650 342	683 391	663 455
Syndic (annexe C)	727 064	869 486	691 713
Comité de révision (annexe D)	12 807	7 827	12 807
Conseil de discipline (annexe E)	82 320	105 833	80 229
Exercice illégal (annexe F)	45 891	25 728	50 330
Communications (annexe G)	83 020	43 262	39 522
Normes professionnelles et soutien à l'exercice (annexe H)	24 888	5 234	11 893
Gouvernance et reddition de comptes (annexe I)	846 265	823 577	803 218
Conseil interprofessionnel du Québec	15 081	15 394	15 081
	<u>2 608 522</u>	<u>2 655 356</u>	<u>2 478 474</u>
Insuffisance des produits sur les charges	<u>(425 404) \$</u>	<u>(303 480) \$</u>	<u>(450 221) \$</u>

Ordre des optométristes du Québec

Évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 mars 2025

5

	Investi en immobili- sations (note 7)	Non affecté	2025 Total	2024 Total
Solde au début	136 706 \$	1 117 117 \$	1 253 823 \$	1 704 044 \$
Insuffisance des produits sur les charges	<u>(40 281)</u>	<u>(263 199)</u>	<u>(303 480)</u>	<u>(450 221)</u>
Solde à la fin	<u>96 425 \$</u>	<u>853 918 \$</u>	<u>950 343 \$</u>	<u>1 253 823 \$</u>

Projet aux fins de discussion

Ordre des optométristes du Québec

Bilan

31 mars 2025

6

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Actif à court terme		
Encaisse	2 559 391 \$	1 901 454 \$
Encaisse, taux de 2,65 % (3 % en 2024)	505 564	470 929
Dépôt à terme, taux de 5,1 %, échéant en avril 2025 (taux variant de 5 % à 5,1 % en 2024)	500 000	850 000
Intérêts courus	23 967	38 264
Frais payés d'avance	88 540	55 184
	<u>3 677 462</u>	<u>3 315 831</u>
Immobilisations corporelles (note 5)	15 568	25 425
Actif au titre de l'implantation d'un logiciel-service	80 857	111 281
	<u>96 425</u>	<u>136 706</u>
Total de l'actif	<u>3 773 887 \$</u>	<u>3 452 537 \$</u>
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	549 169 \$	415 464 \$
Cotisations perçues d'avance	2 274 375	1 783 250
	<u>2 823 544</u>	<u>2 198 714</u>
Actif net		
Non affecté	853 918	1 117 117
Affectation interne (note 7)	96 425	136 706
	<u>950 343</u>	<u>1 253 823</u>
Total du passif et de l'actif net	<u>3 773 887 \$</u>	<u>3 452 537 \$</u>

Approuvé par,

Date

Ordre des optométristes du Québec

Flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2025

7

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Activités de fonctionnement		
Insuffisance des produits sur les charges	(303 480) \$	(450 221) \$
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	9 857	10 430
Amortissement de l'actif au titre de l'implantation d'un logiciel-service	<u>30 424</u>	<u>24 231</u>
	(263 199)	(415 560)
Actif au titre de l'implantation d'un logiciel-service	-	(6 929)
Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement :		
Intérêts courus	14 297	(10 032)
Frais payés d'avance	(33 356)	(17 594)
Créditeurs et charges à payer	133 705	33 229
Cotisations perçues d'avance	<u>491 125</u>	<u>82 591</u>
	<u>342 572</u>	<u>(334 295)</u>
Activités d'investissement		
Acquisition de dépôts à terme	(500 000)	(850 000)
Réalisation de dépôts à terme	<u>850 000</u>	<u>1 450 000</u>
	<u>350 000</u>	<u>600 000</u>
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	692 572	265 705
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	<u>2 372 383</u>	<u>2 106 678</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	<u>3 064 955</u> \$	<u>2 372 383</u> \$

1. Constitution et nature des activités

L'Ordre des optométristes du Québec est une personne morale créée en vertu de la Loi sur l'optométrie du Québec et est régi par le Code des professions du Québec. Au sens des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, il est un organisme sans but lucratif et est exempté des impôts. La fonction principale de l'Ordre est d'assurer la protection du public. L'Ordre doit notamment assurer l'encadrement de l'exercice de la profession de ses membres et le développement de la profession d'optométriste.

2. Application initiale

Le 1er avril 2024, l'Ordre a adopté la nouvelle norme d'orientation comptable NOC-20, Traitement comptable des accords d'infonuagique par le client, qui fournit des indications sur le traitement comptable des dépenses liées à un accord d'infonuagique par le client et sur la question à savoir s'il existe un actif incorporel logiciel dans l'accord.

Lorsque la composante logicielle de l'accord d'infonuagique ne constitue pas un actif incorporel logiciel, l'Ordre la traite en tant que logiciel-service et comptabilise en charges les frais s'y rattachant lorsqu'ils sont engagés. Dans le cas où il y a des dépenses liées aux activités d'implantation qui sont directement attribuables à la préparation du logiciel-service en vue de son utilisation prévue, l'Ordre a choisi de les inscrire à titre d'actifs au titre de l'implantation d'un logiciel-service présentés dans un poste distinct du bilan libellé comme tel et de les comptabiliser en charges linéairement sur la période prévue d'accès au logiciel-service. Ces actifs sont soumis à un test de dépréciation conformément à la méthode de réduction de valeur de l'Ordre. Ces actifs sont classés en tant qu'actifs à long terme, sauf si, à la conclusion de l'accord d'infonuagique, la période prévue d'accès au logiciel-service se situe dans l'année qui suit la date du bilan. Les dépenses liées aux activités d'implantation qui ne sont pas directement attribuables à la préparation du logiciel-service sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées.

Lorsque la composante logicielle de l'accord d'infonuagique constitue un actif incorporel logiciel, l'Ordre comptabilise la composante logicielle en tant qu'actif incorporel. Dans le cas où il y a des dépenses liées aux activités d'implantation qui sont directement attribuables à la préparation de l'actif incorporel en vue de son utilisation prévue, l'Ordre les inscrit dans le coût de l'actif incorporel logiciel. Les actifs incorporels sont évalués au coût diminué de l'amortissement cumulé et de toute réduction de valeur dont ils ont fait l'objet. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative. Les dépenses liées aux activités d'implantation qui ne sont pas directement attribuables à la préparation de l'actif incorporel logiciel sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées. Les accords d'infonuagique en vigueur au 31 mars 2025 ne comportaient aucune composante constituant un actif incorporel logiciel.

La valeur comptable nette inscrite à titre d'actif au titre de l'implantation d'un logiciel-service s'élève à 80 857 \$ au 31 mars 2025 (111 281 \$ en 2024). Ces actifs sont comptabilisés en charges linéairement sur cinq ans et une charge d'amortissement de 30 424 \$ a été comptabilisée en 2025 (24 231 \$ en 2024).

Le montant comptabilisé en charges à l'égard de logiciels-services liés à un accord d'infonuagique s'élève à 92 991 \$ au 31 mars 2025 (85 617 \$ en 2024). Ces charges sont présentées sous la rubrique « Maintenance des systèmes informatiques » comprise dans le poste « Frais d'administration » (annexe J).

2. Application initiale (suite)

L'application initiale de cette nouvelle note d'orientation comptable n'a eu aucune incidence sur l'insuffisance des produits sur les charges de l'Ordre pour l'exercice clos le 31 mars 2025, et aucune autre incidence sur son actif net à la date de transition, soit le 1er avril 2023. Au 31 mars 2024, un montant de 111 281 \$ a été reclassé des actifs incorporels à l'actif au titre de l'implantation d'un logiciel-service.

3. Principales méthodes comptables

Référentiel comptable

L'Ordre applique comme référentiel les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) de la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité.

Constatation des produits

Les cotisations annuelles sont comptabilisées au prorata de l'exercice auquel elles se rapportent.

Les produits provenant de l'admission, de l'inspection professionnelle et de l'exercice en société ainsi que les revenus de placements et les autres revenus sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils sont gagnés.

Les droits d'inscription aux activités de formation continue sont comptabilisés lorsque les activités ont lieu.

Les produits provenant de la discipline sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils sont encaissés.

Ventilation des charges

L'Ordre ventile une partie de ses charges de fonctionnement général selon des clés de répartition qu'il a jugées adaptées à chaque type de charges et qu'il utilise avec constance année après année. Les charges liées à la gouvernance et à l'administration générale ne sont pas ventilées; les autres charges de fonctionnement sont ventilées selon la proportion des dépenses totales du comité sur le total des dépenses de tous les comités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'Ordre consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires, lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon les méthodes, le taux et la période indiqués ci-dessous :

	Méthodes	Taux et période
Équipement informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Dégressif	20 %

3. Principales méthodes comptables (suite)

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent qu'elles n'ont plus aucun potentiel de service pour l'Ordre. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède la valeur résiduelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur résiduelle.

Instruments financiers

Évaluation

L'Ordre évalue initialement ses instruments financiers à la juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse et du dépôt à terme.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent des comptes fournisseurs et du montant à payer à l'Office des professions.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé au résultat net. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée au résultat net.

Utilisation d'estimations

La présentation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels ainsi que sur les montants des produits et des charges comptabilisés. Les éléments significatifs des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent l'actif au titre d'implantation d'un logiciel-service et la juste valeur des instruments financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

4. Budget

Les chiffres présentés sous la colonne « Budget » à l'état des résultats et en renseignements complémentaires sont fournis à titre d'information seulement et sont non audités. Le budget a été approuvé par les administrateurs.

Ordre des optométristes du Québec

Notes complémentaires

31 mars 2025

11

5. Immobilisations corporelles

	2025		2024
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Équipement informatique	62 565 \$	57 879 \$	4 686 \$
Mobilier de bureau	112 116	101 234	10 882
	<u>174 681 \$</u>	<u>159 113 \$</u>	<u>15 568 \$</u>

6. Crédoiteurs et charges à payer

	2025	2024
Comptes fournisseurs	37 670 \$	39 933 \$
Salaires et vacances courus	122 746	79 341
Sommes à remettre à l'État	336 533	254 123
Office des professions à payer	52 220	42 067
	<u>549 169 \$</u>	<u>415 464 \$</u>

7. Affectation interne

Le conseil d'administration a décidé de grever d'une affectation interne les montants de l'actif net investi en immobilisations et de l'actif au titre de l'implantation d'un logiciel-service.

8. Engagements

Les engagements pris par l'Ordre en vertu d'un bail pour les locaux qu'il occupe échéant en juillet 2026 et de contrats pour l'utilisation d'un logiciel-service totalisent 147 202 \$ et les versements à effectuer au cours des deux prochains exercices sont les suivants :

	Bail	Contrat	Total
2026	75 087 \$	47 086 \$	122 173 \$
2027	25 029 \$	- \$	25 029 \$

Ordre des optométristes du Québec

Notes complémentaires

31 mars 2025

12

9. Réserve disponible

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Liquidités	3 564 955 \$	3 222 383 \$
Passif total	<u>(2 823 544)</u>	<u>(2 198 714)</u>
Réserve disponible	<u>741 411 \$</u>	<u>1 023 669 \$</u>

10. Instruments financiers

Risques et concentrations

L'Ordre, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'Ordre aux risques à la date du bilan, soit au 31 mars 2025.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Ordre éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'Ordre est exposé à ce risque principalement à l'égard de ses comptes fournisseurs et du montant à payer à l'Office des professions.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'Ordre est exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. L'Ordre est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe (encaisse et dépôt à terme) qui l'assujettissent à un risque de juste valeur.

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2024 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2025.

Ordre des optométristes du Québec

Renseignements complémentaires

Exercice clos le 31 mars 2025

13

	Budget (note 4)	2025	2024
Annexe A			
Admission			
Honoraires	9 574 \$	8 500 \$	9 710 \$
Charges sociales	751	532	727
Cotisations à d'autres associations	-	29 430	43 230
Examens, stages et cours	55 000	4 622	10 000
Représentation et déplacements	4 556	1 168	42
Quote-part des charges d'administration (annexe J)	<u>50 963</u>	<u>31 372</u>	<u>46 517</u>
	<u>120 844 \$</u>	<u>75 624 \$</u>	<u>110 226 \$</u>
Annexe B			
Inspection professionnelle			
Honoraires	250 000 \$	291 450 \$	266 580 \$
Salaires	63 735	56 381	60 643
Charges sociales	35 779	33 067	32 626
Examens, stages et cours	5 255	5 000	1 881
Représentation et déplacements	21 020	12 689	17 779
Autres	284	1 305	3 958
Quote-part des charges d'administration (annexe J)	<u>274 269</u>	<u>283 499</u>	<u>279 988</u>
	<u>650 342 \$</u>	<u>683 391 \$</u>	<u>663 455 \$</u>
Annexe C			
Syndic			
Honoraires	150 000 \$	225 870 \$	112 900 \$
Salaires	126 332	125 103	156 014
Charges sociales	28 549	33 504	26 009
Conseils et représentations juridiques	93 218	100 355	88 695
Examens, stages et cours	10 745	8 169	10 494
Expertises, enquêtes et autres services externes	5 775	8 179	420
Représentation et déplacements	5 536	7 607	5 268
Autres	284	-	-
Quote-part des charges d'administration (annexe J)	<u>306 625</u>	<u>360 699</u>	<u>291 913</u>
	<u>727 064 \$</u>	<u>869 486 \$</u>	<u>691 713 \$</u>

Ordre des optométristes du Québec

Renseignements complémentaires

Exercice clos le 31 mars 2025

14

	Budget (note 4)	2025	2024
Annexe D			
Comité de révision			
Honoraires	6 850 \$	3 725 \$	6 850 \$
Charges sociales	556	255	552
Examens, stages et cours	-	600	-
Quote-part des charges d'administration (annexe J)	<u>5 401</u>	<u>3 247</u>	<u>5 405</u>
	<u>12 807 \$</u>	<u>7 827 \$</u>	<u>12 807 \$</u>
Annexe E			
Conseil de discipline			
Honoraires	28 675 \$	37 651 \$	28 275 \$
Charges sociales	2 529	3 334	2 491
Examens, stages et cours	16 299	150	97
Expertises, enquêtes et autres services externes	-	20 794	15 508
Autres	100	-	-
Quote-part des charges d'administration (annexe J)	<u>34 717</u>	<u>43 904</u>	<u>33 858</u>
	<u>82 320 \$</u>	<u>105 833 \$</u>	<u>80 229 \$</u>
Annexe F			
Exercice illégal			
Salaires	14 791 \$	13 672 \$	17 609 \$
Charges sociales	1 331	1 383	1 570
Conseils et représentations juridiques	10 415	-	9 911
Quote-part des charges d'administration (annexe J)	<u>19 354</u>	<u>10 673</u>	<u>21 240</u>
	<u>45 891 \$</u>	<u>25 728 \$</u>	<u>50 330 \$</u>
Annexe G			
Communications			
Relations publiques et autres services externes	48 008 \$	25 315 \$	22 843 \$
Quote-part des charges d'administration (annexe J)	<u>35 012</u>	<u>17 947</u>	<u>16 679</u>
	<u>83 020 \$</u>	<u>43 262 \$</u>	<u>39 522 \$</u>

Ordre des optométristes du Québec

Renseignements complémentaires

Exercice clos le 31 mars 2025

15

	Budget (note 4)	2025	2024
Annexe H			
Normes professionnelles et soutien à l'exercice			
Honoraires	12 000 \$	300 \$	6 380 \$
Charges sociales	1 892	13	494
Expertises, enquêtes et autres services externes	-	2 750	-
Représentation et déplacements	500	-	-
Quote-part des charges d'administration (annexe J)	10 496	2 171	5 019
	<u>24 888 \$</u>	<u>5 234 \$</u>	<u>11 893 \$</u>
Annexe I			
Gouvernance et reddition de comptes			
Honoraires	105 305 \$	101 750 \$	95 405 \$
Honoraires du président	110 675	119 600	119 600
Salaires	148 787	148 787	140 313
Charges sociales	36 477	25 807	25 364
Honoraires professionnels	25 500	20 948	23 087
Représentation et déplacements	44 219	44 602	42 073
Location de salles	11 196	15 375	10 653
Examens, stages et cours	7 210	5 053	6 849
Expertises et autres services externes	-	-	905
Quote-part des charges d'administration (annexe J)	356 896	341 655	338 969
	<u>846 265 \$</u>	<u>823 577 \$</u>	<u>803 218 \$</u>

Ordre des optométristes du Québec

Renseignements complémentaires

Exercice clos le 31 mars 2025

16

	Budget (note 4)	2025	2024
Annexe J			
Frais d'administration			
Salaires	459 631 \$	491 128 \$	453 407 \$
Honoraires	-	9 200	6 600
Charges sociales	91 926	86 487	78 930
Assurances	5 266	5 867	5 011
Cotisations à d'autres associations	30 000	33 771	16 444
Dons	4 000	4 400	5 200
Entretien et réparations	5 693	5 264	5 417
Examens, stages et cours	5 341	8 018	6 436
Expertises, enquêtes et autres services externes	-	-	2 218
Fournitures de bureau et papeterie	31 852	55 527	30 341
Frais de banque	56 000	55 485	47 192
Impression et photocopies	2 985	579	1 935
Location de salles	9 565	5 426	9 100
Loyer	85 351	75 087	75 087
Maintenance des systèmes informatiques*	229 038	206 804	233 485
Messagerie	2 542	3 198	2 419
Publicité	-	-	413
Représentation et déplacements	21 797	13 361	25 543
Taxes et permis	26 448	20 838	18 898
Télécommunications	15 870	4 870	5 082
Amortissement du matériel informatique	7 028	7 137	7 029
Amortissement du mobilier de bureau	3 400	2 720	3 401
	<u>1 093 733</u>	<u>1 095 167</u>	<u>1 039 588</u>
Admission (annexe A)	50 963	31 372	46 517
Inspection professionnelle (annexe B)	274 269	283 499	279 988
Syndic (annexe C)	306 625	360 699	291 913
Comité de révision (annexe D)	5 401	3 247	5 405
Conseil de discipline (annexe E)	34 717	43 904	33 858
Exercice illégal (annexe F)	19 354	10 673	21 240
Communications (annexe G)	35 012	17 947	16 679
Normes professionnelles et soutien à l'exercice (annexe H)	10 496	2 171	5 019
Gouvernance et reddition de comptes (annexe I)	<u>356 896</u>	<u>341 655</u>	<u>338 969</u>
	<u><u>1 093 733</u></u> \$	<u><u>1 095 167</u></u> \$	<u><u>1 039 588</u></u> \$

* Ce poste comprend un montant de 30 424 \$ (24 231 \$ en 2024) pour l'amortissement de l'actif au titre de l'implantation d'un logiciel-service.